

Mai 1968 à Toulouse : le Mouvement du 25 avril

Madame Christine Faure

Citer ce document / Cite this document :

Faure Christine. Mai 1968 à Toulouse : le Mouvement du 25 avril. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°11-13, 1988.
Mai-68 : Les mouvements étudiants en France et dans le monde. pp. 200-204;

doi : 10.3406/mat.1988.403856

http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1988_num_11_1_403856

Document généré le 02/06/2016

LA PROVINCE

Mai 1968 à Toulouse : le Mouvement du 25 avril

Toulouse fut la première ville universitaire de province à réagir aux événements parisiens¹. Le nombre de ses étudiants inscrits pour l'année 67-68, 21 038², fut certainement un facteur propice à la rapidité de la mobilisation. Le mouvement cependant ne suivit pas la courbe parisienne. Il connut des variations liées à des situations locales. Distinguons trois de ces déterminations.

Le rapprochement des centres universitaires au cœur de la vieille ville facilita le déclenchement de la contestation : la Faculté des lettres et la Faculté de droit, côte à côte, à deux pas de la place du Capitole ou place de l'Hôtel de Ville ; le lycée Pierre de Fermat où logent les classes préparatoires aux grandes écoles, véritables viviers de contestataires. Le parcours des manifestations eut bien vite des passages consacrés : place Jeanne d'Arc ou chevauche la sainte, la place du Salin où règne le palais de justice et enfin la place du Capitole. Ce triangle tout en incluant les lieux symboliques de la vie publique, délimitait un espace restreint à la portée directe des étudiants.

La présence massive des émigrés espagnols venus à Toulouse à la fin de la guerre civile marqua la vie sociale et politique de la ville, presque à son insu. Les réfugiés politiques firent souche, maintenant leurs traditions et leurs organisations. Sur la place St-Sernin, en face de la Basilique, CGT et CNT³ cohabitent dans la Bourse du Travail et se partagent les salles de réunion. Cet état de fait impliqua-t-il un phénomène de transmission politique d'une génération à l'autre ? Bien sûr, les réunions animées par une douzaine de filles et fils « d'anars » espagnols avant 68, passèrent pendant les événements à un rythme quotidien de 200 personnes. Cet élargissement des effectifs touchait cependant tous les groupuscules déjà existants.

La présence politique de l'anar-

cho-syndicalisme espagnol se traduisit plutôt de façon diffuse par une reprise symbolique de thèmes à connotations culturelles, de comportements et d'emblèmes : les drapeaux rouges et noirs flottèrent aux grilles du Capitole le 24 mai 1968.

Ce ralliement de la municipalité à la cause des contestataires et des grévistes fut le troisième élément d'importance qui contribua à donner aux événements toulousains une inflexion particulière.

Toulouse était un bastion traditionnel des radicaux-socialistes. *La Dépêche du Midi* faisait tous les jours, avec sympathie, sous la plume de François Queffelec notamment, le compte rendu des événements.

Ce ralliement s'inscrivait dans une opposition parlementaire à De Gaulle et un soutien à la FGDS⁴. De nombreux affrontements avec les forces de l'ordre furent désamorçés par cet état de fait, à l'exception de « la nuit des barricades » du 11 juin qui se plaça directement sous le signe de la solidarité nationale. Contrairement à Paris, les citadelles toulousaines se rendaient avant d'avoir été prises. La guerre de position n'existait pas : le 24 mai, la « salle des illustres » s'ouvrait devant un public ébahi qui ne songea même pas à s'engouffrer dans cette brèche. L'idée d'une prise de pouvoir par la force était absente des préoccupations toulousaines.

Le récit des événements - 1ère étape : du 23 avril au 13 mai

Le 23 avril, les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et les comités Vietnam (CVN) manifestèrent leur solidarité à Rudi Dutschke qui venait d'être blessé dans un attentat.

Cette décision avait suivi les manifestations parisiennes du 11 et du 19 avril. L'implantation exceptionnelle de la JCR à Toulouse, une trentaine de militants qui n'étaient pas

encore adeptes de Trotsky, mais « anti-staliniens » et partisans de Guevara, rendait possible ce type de décision.

Le cortège, formé de 200 étudiants environ, passa par la place du Capitole, arriva à la Faculté des lettres où le doyen Godechot leur permit de s'installer pour discuter avec un étudiant allemand du SDS⁵.

Le jeudi 25 avril, la discussion devait se poursuivre sur les événements de Nanterre ; Daniel Bensaïd, militant de la JCR qui avait quitté Toulouse depuis peu pour rejoindre l'École Normale de St-Cloud et qui était inscrit en philosophie à Nanterre, devait faire le point sur les récents événements. 400 étudiants étaient là pour s'informer. Des étudiants d'extrême-droite étaient également au rendez-vous pour s'opposer à la tenue de la réunion : jets de pierre, fumigènes. La police intervint ; la porte de l'amphithéâtre Marsan fut enfoncée et les étudiants dispersés sur l'ordre du recteur Richard. S'ensuit une manifestation où extrême-droite et extrême-gauche continuèrent à se livrer bataille. Ces faits, aussi banals peuvent-ils nous apparaître aujourd'hui, ont fait événement à l'époque. Ils furent considérés comme l'origine du mouvement toulousain, en quelque sorte l'acte fondateur, d'où son nom de « Mouvement du 25 avril ». « Pourquoi tenez-vous à cette appellation ? - Parce que ce jour-là, nous avons brisé avec le silence toujours observé scrupuleusement sur les problèmes de l'Université... Le style de cette journée restera vraisemblablement celui de notre mouvement qui n'a strictement rien à voir avec les groupements, associations, syndicats, etc... préexistants. Notre lutte ne doit en aucun cas se confondre avec l'antigaullisme et notre souci est de réinventer une notion de la politique beaucoup plus large »⁶. Souci de fondation mais aussi volonté d'échapper à toute main mise exté-

1. Je tiens à remercier celles et ceux qui m'ont fourni documents et informations : Tony Alvarez, Tony Artous, Daniel Bensaïd, Marie-France Brive, Danielle Delbreil.

2. Pour les trois académies de Créteil, Paris, Versailles : 509 898 étudiants.

3. CNT : Confédération nationale du travail (Confederación Nacional del Trabajo).

4. FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

5. SDS : Sozialistischer Deutscher Studentenbund.

6. *La Dépêche du Midi*, lundi 13 mai, p. 3.

25 AVRIL

OPPRESSION DU MOVEMENT EXPRESSION



Manifestation devant le Rectorat

HISTORIQUE DU MOVEMENT

Mardi 23 avril, 200 étudiants manifestent leur solidarité avec leurs camarades allemands, rentrent dans la faculté de lettres et occupent un amphithéâtre pour discuter avec un étudiant allemand de la S.D.F. (étudiant socialiste de gauche).

Le doyen, après avoir menacé d'appeler les flics, cède à la discussion et propose un amphithéâtre pour le jeudi 25 afin qu'on puisse poursuivre la discussion. Cette réunion est annoncée par tract et affichée à l'intérieur de la fac ; mais jeudi matin, sur ordre du recteur et du ministre la réunion est interdite. Estimant qu'il ont le droit de débattre politiquement au lieu de travail, décide de tenir la réunion malgré l'interdiction : 450 étudiants environ sont présents et un camarade de Nantes introduit la discussion. A l'extérieur de l'amphithéâtre quelques fascistes cassent les vitres, lancent des pierres et des bombes lumineuses.

Au lieu de diaphragmes ces excités, la police enfonce la porte de notre salle pour faire cesser la réunion. L'on se demande si vraiment les flics voulaient « rétablir l'ordre ou empêcher la libre discussion des étudiants. L'amphithéâtre évacué, 500 étudiants manifestent spontanément aux cris de : « Pas de flic à la fac ! »

Le vendredi 3 mai se tient une réunion : Salle du Sénéchal avec la participation de professeurs. Nous ne voulons pas reculer devant la répression et abandonner notre droit de débattre politiquement dans la faculté, mais tout simplement continuer à discuter dans le calme. Environ 600 étudiants participèrent à cette réunion et tout le monde — sans exception — put s'y exprimer. Le nom de « Mouvement du 25 avril » est adopté par l'assemblée.

rieure à la situation vécue. Le journal *25 avril* se voulait en prise directe sur les événements. Ses 3 numéros furent pris en charge par des groupes de militants à chaque fois différents. Ce pluralisme se maintint en dépit de la pression de l'actualité⁷.

Le 30 avril au Palais des Sports, se tinrent les 6 heures pour le Vietnam avec la participation de Denis Berger et de Jean-Pierre Vigier.

Le 1^{er} mai se passa dans le calme. Le 3 mai se tint une assemblée générale à la salle du « Sénéchal ». A cette occasion, le nom de *25 avril* fut adopté.

Il fut décidé de porter le débat à l'intérieur des cours : « l'expression politique aura lieu dans l'Université, les étudiants mèneront dans chaque amphithéâtre les débats qui les concernent ». Ce tract évoquait également les troubles du Quartier latin. Le 6 mai se passa sans encombre, alors que les autres villes universitaires de province s'ébranlèrent : Besançon, Clermont-Ferrand, Grenoble, Limoges, Lyon, Nantes, Pau...

Le 7 mai, les étudiants de la Faculté des lettres se rassemblaient dans le grand amphithéâtre (1 500 personnes), sous la présence mena-

çante des étudiants de la FET⁸, hostiles à l'Université critique : le principe d'une grève illimitée fut adopté. Les objectifs : la libération des étudiants parisiens, la cessation des interventions policières au sein de l'Université, la liberté d'expression étendue aux lycées - un lycéen avait été traduit devant le conseil de discipline de Pierre de Fermat pour avoir distribué des tracts. Un pétard au soufre tomba de la verrière et abrégé le rassemblement. Départ en manifestation vers le rectorat (4 000 personnes) au son de : « Recteur, démission ! ». La manifestation se dirigea ensuite vers le lycée pour demander la réintégration du lycéen exclu. Charge de police, Alain Alcouffe, président démissionnaire de l'AGET - UNEF⁹, fut passé à tabac par un groupe de policiers. Investissement d'un chantier de maçonnerie, projectiles, vitrines brisées.

A partir de ce jour, le processus s'accéléra.

Le mercredi suivant, les cours cessèrent. A la Faculté des lettres comme chez les scientifiques, la participation fut très forte dans les débats.

Le jeudi 9 mai, à l'appel des syndicats d'étudiants et d'enseignants se tint une assemblée de 3 000 personnes environ, au Palais des Sports, sur le thème de l'Université critique. Le Mouvement du 25 avril y prônait la nécessité d'une gestion tripartite, la suppression des fonctions du rectorat, des examens, et le contrôle continu des connaissances.

Le vendredi 10 mai, assemblée à la Faculté des sciences de Rangueil, grève au lycée Pierre de Fermat, constitution des comités d'action lycéens (CAL).

Le samedi 11 mai, l'unité d'action décidée avec les organisations ouvrières. Grève générale dans tous les secteurs de l'activité sociale. Piquets de grève au lycée Pierre de Fermat, manifestation devant l'ORTF.

La journée du 13 mai prit dans le

Sud-Ouest une ampleur particulière ; à Bordeaux, on évaluait le nombre des participants à 25 000 personnes ; à Toulouse, le cortège avec le maire en tête, M. Bazerque, et le président du Conseil général, avait rassemblé plus de 50 000 personnes à son arrivée place du Capitole, dont 1 200 étudiants environ. Délégation de Sud-Aviation, des hospitaliers, de l'APC (Azote produits chimiques), de Bréguet et des travaux publics. Les Beaux-arts de Toulouse se joignirent au mouvement. Les agriculteurs se réunirent.

2^e étape : du 13 au 27 mai

Le mercredi 15 mai se créa un comité pour la défense de la liberté et du droit sous la présidence du maire et d'une parlementaire parisienne : la municipalité avait été saisie de plaintes concernant les brutalités policières.

Le vendredi 17 mai, le boycott des examens en lettres fut décidé. L'Université est occupée 24 heures sur 24. Sur les murs, des citations : « Quand l'extraordinaire devient quotidien, c'est la révolution ». (Fidel Castro) ; « les chemins de l'excès mènent à la sagesse » (William Blake) ou encore : « Penser, c'est renoncer au savoir » (Schelling). Les étudiants de l'école des Beaux-arts en pleine effervescence suivaient par radio l'évolution de la situation dans les autres écoles.

A partir de minuit, les cheminots déclenchèrent la grève pour une durée illimitée. Dans tous les départements du Sud-Ouest, l'immobilisation fut totale. Un millier de voyageurs en gare de Grisolles ! Le Paris-Port-Bou fut arrêté en rase campagne. Le train 1037 fut arrêté à Causade.

Alors que l'Odéon venait d'être investi, que le Festival de Cannes se transformait en semaine internationale du cinéma, sans palmarès à la clef, des étudiants toulousains déci-

Bulletin du
Mouvement du 25
avril.

7. Le journal *25 avril* (directeur Alain Alcouffe) - 3 numéros - sans date.

8. FET : Fédération des étudiants toulousains.

9. AGET-UNEF : Association générale des étudiants toulousains - Union nationale des étudiants de France.

dèrent d'occuper le centre culturel, pour « sortir de l'abstraction » d'un débat sur « art et révolution ». Les revendications formulées furent les suivantes : le centre culturel ne doit pas être réservé aux seuls adhérents, les programmes prévus annulés, vente au profit des ouvriers et étudiants des œuvres exposées. Le directeur voulut bien faire part aux artistes concernés de cette proposition par la voie des ondes.

Les autres institutions culturelles de Toulouse se joignirent au mouvement : le Grenier de Toulouse qui avait monté les pièces d'Armand Gatti : *V Comme Vietnam*, *Le Poisson Noir...*

Le personnel du Centre dramatique musical, cinématographique national du Sud-Ouest, réuni le 18 mai, en assemblée générale constitua un comité de vigilance et décida de se mettre en rapport avec les mouvements étudiants, ouvriers et agricoles, et « de se mettre à la disposition des organisations représentatives des libertés démocratiques pour se préoccuper avec elles de la mutation des structures socioculturelles du pays ».

La situation toulousaine cependant fut jugée assez sérieuse pour que les émetteurs de TV de Pech Bonieu et de Muret (radio) soient gardés militairement.

Le dimanche 19 mai, le Mouvement du 25 avril invitait la population toulousaine à débattre à la Faculté des lettres sur les rapports des luttes ouvrières et étudiantes, sur la transformation de l'enseignement et du rôle que pourrait jouer l'Université... Au centre culturel devenu centre critique, les discussions se poursuivaient à propos de la culture bourgeoise et de la culture populaire. Aux usines de Sud-Aviation, on ne voulait pas de séquestration comme à Nantes, et le personnel pratiquait une certaine « préservation » du Concorde.

A la veille de la grève générale, on assistait à un renforcement de la solidarité étudiante et ouvrière : pour prévenir l'intervention des forces de l'ordre, les étudiants, à la demande de la CFDT, donnèrent un coup de main aux postiers.

Le lundi 20 mai, la grève se généralisa dans tous les secteurs de la production.

• A Sud-Aviation, les trois usines comprenant 7 500 cadres et ouvriers décidèrent la grève et l'occupation

des locaux.

• A l'APC (ex. ONIA) composée de 3 200 personnes dont 200 cadres, la production pour des raisons techniques fut ramenée à un niveau très bas. Les cadres ne participèrent pas au mouvement.

• Chez Bréguet-Aviation (1 200 cadres, ouvriers et employés répartis sur deux usines), la grève sans limitation de durée avec occupation des locaux est votée.

• Chez Latécoère (1 100 cadres et ouvriers), l'effectif de l'entreprise, cadres compris, a décidé de décharger et d'occuper les ateliers.

• Air France, centre de révision de Montaudran (900 personnes) arrêta le travail à l'unanimité.

Les grandes entreprises ont voté la grève illimitée avec occupation des locaux à l'unanimité. Et s'il n'est pas possible de donner dans le cadre restreint de cet article, le détail des entreprises en grève, on peut dire cependant que le mardi 21 mai il y avait en Haute-Garonne plus de 100 000 travailleurs en grève.

Le 24 mai, un peu partout en France, la violence fut à l'ordre du jour. Un commissaire de police fut tué à Lyon. Heurts violents à Agen, à Nantes, cocktail Molotov à Périgueux. A Toulouse, l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit provoqua une manifestation. A sa tête, les comités de gestion tripartites de la Faculté des lettres et des sciences et des dirigeants syndicaux. Occupation du Capitole. Les sapeurs pompiers refusèrent de disperser les manifestants. Une délégation demanda la solidarité de la municipalité avec les grévistes (création d'un fonds d'aide) et la reconnaissance de l'Université autonome. A 18 h, les portes s'ouvrirent ; la foule qui chantait l'Internationale pénétra dans le bâtiment et s'installa dans la cour pour écouter le communiqué de la mairie et une allocution prononcée par un ouvrier CFDT de Sud-Aviation. Le lundi 27 mai, une nouvelle manifestation de masse eut lieu (50 000 personnes), réclamant la démission de De Gaulle à l'appel des syndicats et des partis de gauche.

3^e étape : du 27 mai au 24 juin

Le 28 mai, le projet de cogestion, élaboré par la commission paritaire professeurs-élèves ayant été adopté, les élèves de Pierre de Fermat ont

cessé d'occuper l'établissement. De nouvelles entreprises se joignirent au mouvement de grève : les Biscottes Paré, la Brasserie Pélican Sud fournirent les cliniques et les grévistes de Sud-Aviation. La durée de la grève nécessitait l'organisation d'un soutien aux familles en difficulté. Un accord fut pris dans ce sens avec les producteurs agricoles.

La Faculté des lettres se remplit de victuailles, d'où la nécessité pour les étudiants d'une redistribution rapide. Ces opérations de redistribution furent effectuées notamment à Bordelongue, une sorte de campement à la sortie de la ville. Le conseil municipal décida également de venir en aide aux familles dans le besoin : deux subventions furent accordées aux fonds de solidarité des deux syndicats CGT et CFDT. Les ouvriers boulangers débrayèrent, mais un accord intervint rapidement entre patrons et ouvriers. Les résultats des accords de Grenelle ne faisaient pas l'unanimité, la volonté de poursuivre la grève à Sud-Aviation, Bréguet, Air France, APC, se manifesta sans ambiguïté. Les adhésions aux syndicats se multiplièrent.

A l'Université, le comité de gestion tripartite élit son bureau.

Au lycée Pierre de Fermat, les débats se poursuivaient sur l'évolution de l'Université, mais aussi sur la proximité du baccalauréat et du BEPC — distribution d'une documentation sur cette cogestion et l'autodiscipline qu'elle nécessite. Des avocats toulousains firent un communiqué en faveur de Mendès-France.

Le 31 mai, une manifestation de soutien au général de Gaulle fut organisée par les Comités de défense de la République. Affrontements devant la Faculté des lettres. A partir du 1 et 2 juin, on constatait un certain essoufflement du mouvement. Pour la première fois, la contestation semblait avoir déserté la ville. La grève se poursuivait cependant, à Sud-Aviation, à la SNCF, dans la métallurgie.

Les ouvriers du bâtiment occupèrent les locaux de la chambre patronale. Cependant la reprise s'organisait lentement. A la Faculté des lettres, le comité de gestion provisoire se préoccupait de mettre en place des modalités « d'une validation » de fin d'année. A Sud-Aviation, la police investissait le siège social et intimait l'ordre aux représentants des

N° 3 Prix minimum : 0 F. 50

25 AVRIL

Directeur: Alain ALCOUFFE

Que s'est-il passé ?

(En guise d'Editorial)

Les derniers événements ont clairement montré comment un mouvement — même s'il est issu d'un milieu tel que les étudiants qui n'ont pas un rôle déterminant dans la société — peut profiter d'une période de faiblesse ou de récession économique, etc. du capitalisme pour engager une lutte qui déséquilibre complètement le jeu politique du pays, qui fait reculer le pouvoir et qui joue le rôle de detonateur, ouvrant des perspectives d'action aux secteurs les plus importants de la population.

Ce n'est pas parce que les étudiants se sont mis « au service du peuple », en se contentant de populariser les revendications des travailleurs (c'est-à-dire les revendications des centrales syndicales) que la crise actuelle a pu éclater. C'est parce que, sur leurs propres objectifs et suivant leurs propres formules d'action, qui dépassaient largement les actions politiques ou revendicatives traditionnelles, ils ont com-

mencé seuls une lutte qui a pu rapidement entraîner des non-étudiants (enseignants, chômeurs, jeunes ouvriers), pour enfin aboutir à la grève générale que les syndicats furent obligés de suivre.

Nous avons déjà assez insisté dans le passé sur l'ampleur du mouvement : plus de 10 millions de grévistes (la moitié du pays avec les familles) ne menaient pas uniquement des luttes pour de simples revendications professionnelles. Les grèves n'étaient pas, malgré les réticences de certains syndicats, une simple juxtaposition de luttes sectorielles, mais une remise en cause du régime gaulliste et du système capitaliste. Le problème de la prise du pouvoir était à l'ordre du jour : non un pouvoir parlementaire bidon, mais un véritable pouvoir dans la rue, dans les faits, dans les usines (cf. article sur la dualité de pouvoir). La encore, le mouvement étudiant et les militants ouvriers qui l'avaient rejoint ont joué un rôle autonome — en menant des campagnes d'explication politique, en organisant des manifestations qui débordaient largement le cadre du milieu étudiant, en posant dans la pratique, là où il le pouvait, la question du pouvoir (comités d'action révolutionnaire).

VERS LE RETOUR A LA VIE « NORMALE »

Le mouvement était déjà freiné et ramené à des luttes revendicatives, quand le pouvoir gaulliste passa à l'offensive : création « des comités d'action civique », chantage à la guerre civile, dissolution de l'Assemblée nationale et promesse de nouvelles élections. Bien sûr, pour que les élections puissent avoir lieu, il fallait que « l'ordre » revienne — c'est-à-dire que cessent les grèves —. Le danger de fascisation du pays était réel : l'appareil de force était engagé, le gouvernement jouait sa dernière carte. Pour les organisations ouvrières, la tentative était claire : ou accepter la règle du jeu gaulliste, ou refuser le chantage et durcir les luttes pour le mener à leur aboutissement logique : la prise du pouvoir par les travailleurs. Pourtant, ce fut la première solution qui fut adoptée, en acceptant la légalité bourgeoise et la perspective des élections.

Cela nous semble lourd de conséquences, pour que les élections se déroulent dans « l'ordre », il faut briser le front de grève et négocier secteur par secteur, rejeter la solution politique aux futures élections. Les millions de travailleurs ont, en quelques semaines, acquis une conscience politique que des dizaines de campagnes



Le Vendredi 24 Mai 1968, à la Place du Capitole.

salariés d'évacuer la salle de réunion dans laquelle ils se trouvaient depuis la veille. Cependant le 11 juin au matin la reprise est effectuée aux usines de Toulouse, de Marignane et de Nantes.

A la suite de la mort de Gilles Tautin à Flins, Toulouse connut à son tour une nuit des barricades. Echange de projectiles, incendie de voitures. A minuit, une quarantaine de personnes avait été interpellées. A deux heures du matin, des feux s'allumaient toujours dans les rues ; à trois heures du matin, la dernière barricade était abandonnée.

Après ces échauffourées, 22 étrangers de nationalités diverses dont 6 étudiants furent expulsés. Le Mouvement du 25 avril proclamait sa solidarité avec les victimes de la répression policière : « nous sommes tous les étrangers ». Du 18 au 21 juin, une opération porte ouverte des Maisons de la jeunesse et de la culture (MJC) invitait les jeunes à participer à des élections parallèles aux élections législatives.

L'Université d'été se préparait. Le philosophe Jacques Derrida fut invité. On se réunit dans les locaux de la CFDT. La poésie de Mallarmé était également au programme. Le

24 juin, l'instituteur Delbasty vint parler des méthodes Freinet, qui permettent à l'enfant d'épanouir son potentiel créatif. L'intérêt qu'il rencontra était-il annonciateur de l'action d'un autre instituteur toulousain, Jules Celma¹⁰, qui voulut mettre en pratique cette pédagogie libératoire de l'enfant ?

Les élections législatives, à Toulouse plus qu'ailleurs, mirent un point final à l'euphorie des partis de gauche qui avaient ouvertement soutenu la contestation. Tassement spectaculaire des suffrages de la FGDS.

A partir de ce récit des événements toulousains, on peut remarquer une mobilisation du mouvement étudiant large et rapide. Ce mouvement se structura selon des objectifs qui lui étaient propres, sans jamais les perdre de vue. Le mouvement ouvrier fut plus lent au

démarrage, malgré une forte implantation de l'industrie aéronautique. Il fut plus frileux qu'ailleurs, malgré des secteurs durs comme dans le bâtiment. Ces remarques rejoignent les cartes nationales établies par Alain Delale et Gilles Ragache dans leur ouvrage : *La France de 68*¹¹.

Carte 1. (p. 70) - « 1 - 13 mai : manifestations étudiantes, ouvrières, paysannes ».

Toulouse vient après Paris ; tout au moins, elle apparaît comme la première ville de province à connaître des bagarres sérieuses, des manifestations de plus de 50 000 personnes.

Carte 2. (p. 85) - « 13 au 17 mai, la grève spontanée ».

Absence de Toulouse. Carte 3. (p. 105) : « 14 - 26 mai, manifestations étudiantes, ouvrières, paysannes ».



10. Jules Celma : *Journal d'un éducateur*, Paris, Ed. Champ libre, 1971.

11. *La France de 68*. Alain Delale, Gilles Ragache - Paris, Seuil, 1978.

Bande dessinée néo-conseilliste, faite à Toulouse dans le style situationniste.

tes pour le nombre de ses manifestations mais avec une violence moindre.

Carte 4. (p. 116) : « 27 mai - 6 juin 68, manifestations étudiantes, ouvrières, paysannes ».

Recul de l'agitation à Toulouse. Nantes et sa région ne se lasse pas de battre le pavé.

Carte 5. (p. 182) : « 17 juin - 16 juillet 68, les jusqu'au-boutistes ».

Toulouse disparaît de la carte.

Somme toute, pendant ces deux mois, les Toulousains se préoccupèrent davantage d'investir les symboles de la puissance publique - est-ce là un effet de l'histoire de leur ville, capitale de l'Occitanie ? - qu'à mettre des entraves à la production industrielle et capitaliste de la région.

Christine FAURE
Chargée de recherches
en sociologie - CNRS

Liste* de tracts distribués à Toulouse aux mois d'avril, mai et juin

- L'écriture et l'ignorance (tract lettres modernes) : avant le 25 avril.
- Pour un débat politique à l'Université : tract d'appel à la réunion du 25 avril.
- Toulouse ne sera pas Nanterre (FET) : autour du 26 avril.
- A propos des événements du 25 avril (section SNESup de la Faculté des lettres) : 29 avril.
- Le corps professoral : de l'affolement au sauvetage : autour du 2 mai.
- Monsieur le Recteur (mouvement du 25 avril) : après le 7 mai.
- Proposition d'organisation du Mouvement EX (professeurs - étudiants) : autour du 10 mai.
- La gestion tripartite de l'Université (université critique) : autour du 10 mai.
- La radio ment, elle mentait moins cette nuit : après le 11 mai, appel à un meeting à Rangueil.
- La répression n'a servi à rien : Pompidou recule (Mouvement du 25 avril) : appel à manifester après la réouverture de la Sorbonne, 13 mai.
- 13 mai 1958, 13 mai 1968 pour la CGT une ligne de conduite constante (CGT, Sud-Aviation) : appel à la grève générale de 24 h et à la manifestation du 13 mai.
- Halte à la répression (PCF) : appel à la manifestation du 13 mai.
- Ouvriers-étudiants : nos problèmes sont les mêmes (CFDT) : préparation à l'action du 13 mai, rencontre avec les étudiants.
- Grève (tract lycée) : 13 mai, appel à manifester.
- Corpo du droit et des sciences économiques (après le saccage de la corpo) : 13 mai.
- La question du politique (Mouvement du 25 avril). Tirage fac de médecine : autour du 13 mai.
- Les étudiants peuvent constater le pouvoir, ils ne peuvent pas le prendre (JCR) : postérieur au 13 mai.
- A la fac, à l'usine : même Etat bourgeois, même répression (Mouvement du 25 avril) : appel à la manifestation du 16 mai en soutien à deux ouvriers licenciés.
- A propos du boycott (Mouvement du 25 avril) : après le 17 mai.
- Résumé et bilan du mouvement étudiant : après le 18 mai.
- Cher général de mon cul (la pègre estudiantine toulousaine et midi pyrénéenne) : après le 19 mai.
- Vive la la lutte des cheminots de Toulouse (Mouvement de soutien aux luttes du peuple) : autour du 20 mai.
- Il faut oser se révolter (Mouvement du 25 avril) : autour du 20 mai.
- Le comité révolutionnaire des Beaux-Arts : autour du 20 mai.
- Résolution du mouvement de la section sciences de l'Université critique : après le 22 mai.
- Appel à la population paysans-ouvriers - enseignants - Manifestez votre volonté de changement (Université critique - Mouvement du 25 avril) : appel à la manifestation du 24 mai.
- Paysans (comité de liaison « étudiants-ouvriers ») : autour du 24 mai.
- Procès-verbal de la séance du comité de gestion provisoire de la Faculté des lettres et sciences humaines : 25 mai.
- Appel à la population (CGT, CFDT, CGT-FO, FEN, UNEF, FGDS, PCF) : appel à la manifestation du 27 mai.
- Pouvoir aux travailleurs (Mouvement du 25 avril) : 27 mai.
- Pas de vote bidon (groupes d'ouvriers de Sud-Aviation) : après le 27 mai.
- La grève générale continue avec l'occupation des locaux (le bureau de l'AGET - UNEF) : début juin.
- Communiqué du comité de gestion provisoire du CROUS : 6 juin.

- Les anciennes pratiques recommencent : après le 6 juin.
- Les manœuvres des progressistes (Mouvement du 25 avril) : après le 6 juin.
- La suppression des examens (Mouvement du 25 avril) : après le 6 juin.
- Décision au sujet du drapeau rouge : 7 juin.
- Droits fondamentaux de l'Université critique (commission paritaire des structures) : 8 juin.
- L'affaire de la plaque Raymond Naves
 - De l'utilisation des plaques (Mouvement du 25 avril).
 - De la pro-vocation (Henry Chambron).
 - A monsieur le Doyen Godechot (Monsuez) : autour du 8 juin.
- Pourquoi le gouvernement a-t-il besoin de déformer vos informations ? (Université critique et jeunes syndicalistes SNCF) : autour du 8 juin.
- Où allons-nous ? (comités d'actions révolutionnaires, Mouvement du 25 avril) : appel à la manifestation du 11 juin.
- Flins-Sochaux-Paris. Les flics assassinent (CLR CAR - Mouvement du 25 avril) : appel à la manifestation du 11 juin.
- Nous sommes tous des étrangers (Mouvement du 25 avril) : autour du 13 juin.
- Travailleurs ! (Comités d'action révolutionnaire contre les élections) : 22 juin.
- Lettre aux électeurs du Maire, Louis Bazerque : 27 juin.

A cette liste, il faut ajouter une liste non moins importante de textes à fonction de propagande idéologique qui ne mentionnent aucun événement. Parmi les plus originaux, les bandes dessinées « conseillistes » ou « situationnistes », notamment celles signalées par R. Vienet in *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* - Paris, Gallimard, 1968 (p. 149).

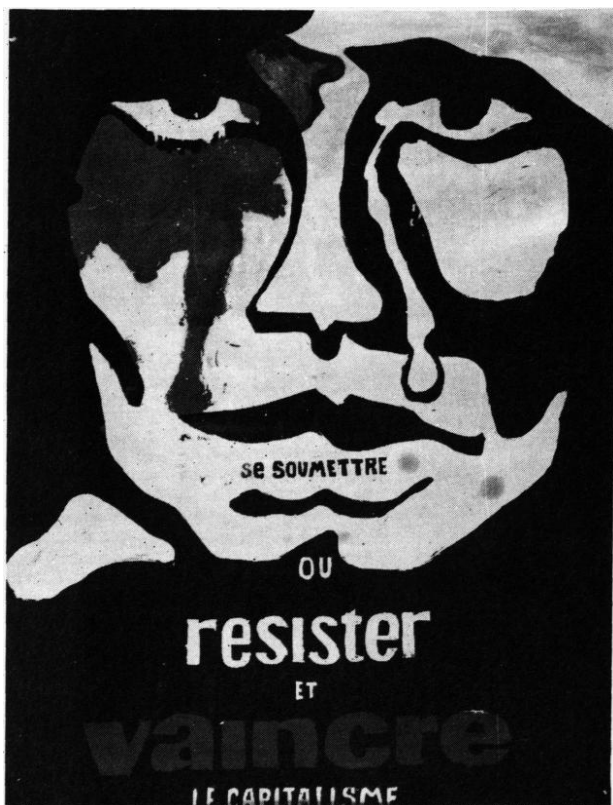
Bulletins et journaux du « Mouvement »

- Journées inter-universitaires de Toulouse, 14 et 15 juin.
- *Université critique de Toulouse*. Division des lettres et sciences humaines, 5 numéros (du 25 mai à fin juin).
- *Assemblée libre* - 4 numéros (autour du 17 mai).
- Commission d'analyse - assemblée générale du 21 mai (sur le boycott des examens).
- *25 avril*, 3 numéros sans date - le n° 2 probablement le 30 mai.

Presse à propos des événements

- *La Dépêche du Midi*, Toulouse (mai et juin).
- *Hebdo Toulouse* : la révolte des amphes (18 mai 1968).
- *Espoir* (organe de la CNT) « l'art de faire avorter une révolution » (16 juin 1968).
- *Publi-Toulouse* : la nuit rouge de Toulouse (20 juin 1968).

* Cette liste a été faite par Tony Alvarez à partir de ses propres archives. Elle ne prétend à aucune exhaustivité. C'est un échantillon de la littérature militante du moment. Ces tracts ne sont souvent pas datés. Pour les situer, nous avons procédé par analyse de contenu. L'ordre chronologique adopté est donc approximatif.



Affiche toulousaine,
mai 68 (Collection
Christine Fauré).